

MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DU
SECTEUR PRIVE

DIRECTION DE CABINET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité – Travail

DISCOURS
DU MINISTRE CHARGE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE,
POINT FOCAL GOUVERNEMENT A L'ORGANISATION DU SEMINAIRE
Bangui, le 16 avril 2025

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;

Madame la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Agences du Systèmes des nations-Unies (ASNU),

Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers ;

Mesdames et Messieurs les Membres des Cabinets de la Primature et des Ministères ciblés,

Distingués invités en vos rangs et grades ;

Mesdames et Messieurs,

En ma qualité de Point Focal gouvernemental, c'est pour moi un privilège et un grand honneur de prendre la parole, au nom de mes collègues, pour vous souhaiter une cordiale bienvenue à l'occasion de l'ouverture solennelle du **Séminaire conjoint MINUSCA-Gouvernement sur la promotion de l'approvisionnement local auprès des entreprises centrafricaines, en partenariat avec le secteur privé.**

Cette rencontre tripartite Gouvernement-Système des Nations-Unies-et Secteur Privé, s'inscrit dans une dynamique du dialogue permanent public privé instruit par le Professeur **Faustin Archange TOUADERA**, Président de la République, Chef de l'Etat, afin d'échanger sur tous les points qui touchent à l'amélioration du climat des affaires dans notre pays.

Ce Séminaire tripartite MINUSCA-Gouvernement-Secteur Privé, vient à point nommé corroborer les nombreuses actions déjà entreprises par le gouvernement pour la quête des solutions idoines, face à une situation critique des PME locales en termes d'acquisition des marchés des Agences du Système des Nations-Unies (ASNU) qui les échappent presque quasiment, avec un impact négatif sur l'économie nationale.

En effet, les informations en notre possession, montrent que la quasi-totalité des marchés d'approvisionnement des ASNU échappent aux PME locales. Jusqu'en 2023, la part de marchés d'approvisionnement des ASNU de nos PME locales, n'a jamais dépassé les 3%. Même si on a constaté une

légère amélioration en 2024 avec un taux atteignant les 5%, cela signifie que 95% des marchés d'approvisionnement de la MINUSCA continuent tout simplement de transiter par notre pays au profit des entreprises étrangères.

Face à cette situation, certaines des PME indexent la complexité des procédures des ASNU notamment, les cautions ou garanties exigées, l'utilisation de la langue Anglaise. D'autres évoquent les alliances et les affinités avec les entreprises étrangères dans l'octroi des marchés au détriment des PME locales. Certaines parlent de concurrence déloyale avec les entreprises informelles. D'autres encore indexent l'Etat de n'avoir pas assez fait pour protéger le marché local et aussi pour avoir laissé perdurer la situation pendant longtemps, etc.

De la part des ASNU, on évoque l'indisponibilité de certains biens et services sur le marché local, la non-conformité des normes et qualité des produits locaux, l'insuffisance de la surface financière de nos PME, le manque d'ambition et de synergie de nos PME dans la soumission des offres, l'informalité de la plupart de nos PME, etc.

Du côté des services de l'Etat, on insinue des combines avec les traders pour que ces derniers échappent à la fiscalité. D'autres encore se plaignent du "TOUT HUMANITAIRE" accordé aux ASNU qui échappent à toutes les formes de fiscalités comme un gros manque à gagner pour l'Etat, etc.

Toutes ces perceptions et allégations, laissent présager un climat de suspicion, de méfiance et de découragement, au point où nos PME ne s'intéressent presque pas aux marchés des ASNU.

Or, si on se réfère à l'Article 21 de la Résolution 2759 de 2024, il est clairement stipulé, je cite : *"(...) encourage le Coordonnateur des Nations-Unies à collaborer avec l'équipe pays des Nations-Unies pour continuer à appuyer le renforcement des capacités des entreprises locales intéressées, afin de soutenir le développement économique du pays en favorisant la passation de marchés avec des entreprises locales et la croissance inclusive et en contribuant à l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable (...)"*, objectif sur lequel s'arrime le deuxième axe du projet de société du Professeur Faustin Archange TOUADERA, Président de la République, Chef de l'Etat, qui consiste à « **construire une économie plus ouverte à la concurrence, qui encourage l'innovation et l'investissement, favorise l'activité économique et le commerce et facilite la croissance inclusive** », corroboré par le 4^e Axe Stratégique du Plan National

de Développement 2024-2028 qui porte sur l'accélération de la production des chaînes de valeur dans les filières productives pour la croissance économique inclusive et durable.

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

En gouvernement responsable, nous ne saurions laisser perdurer une telle situation, surtout que notre pays s'est résolument engagé à basculer du "TOUT HUMANITAIRE" au "DEVELOPPEMENT", conformément au PND 2024-2028.

C'est dans ce que contexte que le gouvernement, en collaboration avec la MINUSCA, a initié cette rencontre tripartite de haut niveau pour jeter les bases d'un dialogue constructive afin de trouver des solutions durables à cette situation.

S'inscrivant désormais dans un processus inclusif et permanent de dialogue public privé pour la quête de solutions idoines à nos PME, le gouvernement, en concertation avec la MINUSCA, a initié ce séminaire tripartite pour nous permettre de faire une analyse non complaisante des *"forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM)"*, afin de dénicher les goulots d'étranglement de nos PME et d'en formuler des recommandations pertinentes qui puissent véritablement induire l'augmentation de la part de marchés des ASNU de nos PME locales, que nous aurons ensemble à apprécier.

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Désormais, nous devrions mieux recadrer les choses avec nos partenaires des ASNU, afin de compter sur le potentiel et l'excellence du secteur privé local, pour relever ce défi de développement car, sans un secteur privé dynamique et compétitif, il n'y a pas de développement possible.

D'ores et déjà, je puis vous annoncer que les recommandations dudit séminaire, vont bientôt servir de supports à un forum élargi aux PME nationales que nous comptons organiser dans les jours à venir pour, non seulement pour renforcer lesdites recommandations, mais surtout pour les décliner en un plan d'action stratégique solide, assorti d'un mécanisme de

suivi tripartite pour l'atteinte des objectifs qui sont ceux d'augmenter la part des PME locales à 20% d'ici à deux ans.

Pour clore, nous réitérons une fois de plus, le remerciement du Gouvernement à l'endroit de la MINUSCA, des sectoriels impliqués dans l'organisation et à l'endroit de nos partenaires du secteur privé qui se sont donner pour la réussite dudit séminaire.

C'est aussi l'occasion pour moi de présenter mes excuses aux autres ministères du secteur productif qui n'ont pas été impliqués à la préparation dudit du présent séminaire. Ceci étant, leurs apports sont attendus pour enrichir les recommandations afin de disposer d'une base solide de travail.

En appelant toutes les parties à plus de participation, je déclare ouvert le « **Séminaire conjoint MINUSCA-Gouvernement sur la promotion de l'approvisionnement local auprès des entreprises centrafricaines, en partenariat avec le secteur privé** ».

Je vous remercie.